



**Conseil de sécurité**

**Distr.  
GENERALE**

**S/16948  
10 février 1985  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ARABE**

---

**LETTRE DATEE DU 8 FEVRIER 1985 ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRES DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir le texte d'une déclaration prononcée par le porte-parole officiel du Ministère des affaires étrangères de la République d'Iraq en réponse aux allégations proférées par le Président de la République islamique d'Iran dans le discours qu'il a fait aujourd'hui, 8 février 1985. suivant lesquelles l'Iraq aurait recommencé à bombarder des villes iraniennes, et à sa menace de bombarder la ville de Basra et d'autres villes iraqiennes.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

**Le Représentant permanent,**

**(Signé) Riyadh AL-QAYSI**

Annexe

Déclaration prononcée le 8 février 1985 par le porte-parole du  
Ministère des affaires étrangères de la République d'Iraq

Le président Khomeiny, chef du régime iranien, a prétendu, dans un discours qu'il a prononcé aujourd'hui, que l'Iraq avait recommencé à bombarder des villes iraniennes. Le Président du régime iranien a menacé de bombarder la ville de Basra et d'autres villes iraqiennes.

On sait bien que l'Iraq a suggéré, dès 1983, qu'un accord soit signé entre les deux parties en vue d'éviter de bombarder des centres purement résidentiels et qu'il a réaffirmé cette suggestion en de nombreuses occasions.

En revanche, l'Iran a refusé de signer un tel accord et a persisté à attaquer les villes iraqiennes et leurs habitants pacifiques.

Sous la pression des énergiques mesures de représailles de l'Iraq et sous celle du peuple iranien qui souffre sous la politique d'agression du régime criminel qui le dirige, le régime iranien a dû accepter la proposition du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies tendant à signer un accord aux termes duquel les deux parties éviteraient de bombarder des centres civils, sous la supervision de représentants du Secrétariat de l'ONU. Cet accord est en vigueur depuis le 12 juin 1984. Il a également été convenu, grâce aux bons offices du Secrétariat de l'ONU, de délimiter les zones sur lesquelles porte cet accord et la manière dont les éventuelles violations de l'accord seraient détectées.

L'Iraq a pris l'initiative de cet accord et, conformément à ses principes et à sa ferme ligne de conduite aux termes de laquelle il demande une paix d'ensemble, respecte les instruments internationaux et reste fidèle à ses engagements, l'Iraq l'a sincèrement appliqué, alors que le régime iranien le viole en permanence. En conséquence, l'Iraq rejette les allégations du Président du régime iranien et réaffirme qu'il n'a pas bombardé et ne bombardera pas de centres civils, sauf pour exercer des représailles. Les allégations du chef du régime iranien font nettement apparaître le grave dilemme dans lequel se trouve ce régime criminel qui, prônant la guerre et l'agression depuis des années n'a recueilli que la défaite et l'échec.

Le régime iranien a essuyé une pénible défaite et a été incapable de protéger efficacement les armées qui, postées à proximité de notre frontière à des fins d'agression, ont été bombardées par notre héroïque aviation; il est soumis à une pression intense du peuple iranien qui veut la paix; il souffre d'un isolement extrême sur les plans régional et international en raison de l'insistance qu'il met à poursuivre cette guerre qui menace la sécurité et la stabilité de la région. C'est pourquoi il essaye d'échapper à son dilemme et de cacher sa défaite et son échec en recourant à des mensonges éhontés et en commettant davantage de crimes contre les peuples iranien et iraqien.

Nous lançons un avertissement énergique et catégorique au régime iranien : nous rendrons le double à ceux qui veulent nuire à nos villes et à notre peuple.

Bien que nous détenions la suprématie sur le plan des forces terrestres, aériennes et navales et sur celui des missiles, nous avons accepté l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et avons évité de bombarder des zones civiles, en témoignage de notre désir de paix et comme le veut notre ligne de conduite.

Toutefois, si le régime iranien veut une fois de plus tenter la chance qui lui a été jusqu'à présent défavorable et continue de bombarder les villes irakiennes et leurs habitants pacifiques, nous lancerons des attaques directes et destructives à son encontre, avec l'aide de Dieu. Nous portons ceci à l'intention du peuple iranien, de l'opinion publique mondiale et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Celui qui met en garde n'est pas à blâmer.

-----

